



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des collectivités locales

Bureau de l'environnement
et des procédures publiques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

du 09 FEV. 2012

**portant prescriptions complémentaires à la Société PETROPLUS RAFFINAGE
REICHSTETT à REICHSTETT**

LE PRÉFET DU BAS-RHIN

- VU** le Code de l'Environnement, livre V, titre 1er relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement et notamment son article R.512-31,
- VU** les actes administratifs délivrés pour l'exploitation de la raffinerie de pétrole de Reichstett par la Compagnie Rhénane de Raffinage, en particulier : l'autorisation d'exploiter initiale du 7 juillet 1959, l'autorisation d'extension du 22 décembre 1980, l'autorisation du 29 novembre 2001 complétée le 28 octobre 2004,
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 mars 2008 actant le changement d'exploitant au bénéfice de la société Petroplus Raffinage Reichstett,
- VU** les arrêtés complémentaires du 23 février 2010 et du 16 février 2011,
- VU** les études remises à l'administration en application de l'arrêté préfectoral du 16 février 2010, en particulier l'analyse critique du plan de gestion référencée AFR-EXP-04-RPT-A02 du 24/10/11,
- VU** le SDAGE Rhin-Meuse et le SAGE Ill-Nappe-Rhin,
- VU** les informations récentes fournies par courrier et par oral par la société ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 3 janvier 2011,
- VU** l'avis du CODERST du 11 janvier 2012,
- VU** les observations formulées par la société Petroplus Raffinage Reichstett le 25 janvier 2012;

CONSIDÉRANT les pollutions avérées et suspectées au droit du site mises en évidence par les études susmentionnées,

CONSIDÉRANT que les eaux souterraines constituent la principale ressource régionale en eau potable et qu'il est donc nécessaire de prévenir toute dégradation de leur qualité,

CONSIDÉRANT en particulier la vulnérabilité du captage avec usage eau potable de la société Lanxess sur la commune de La Wantzenau et du captage de l'usine Alsace Lait,

CONSIDÉRANT que la sécurisation des eaux souterraines par une barrière hydraulique active ne peut se substituer aux actions nécessaires pour supprimer la source de pollution,

CONSIDÉRANT que pour pouvoir traiter le plus rapidement possible les sources de pollution il convient de démanteler certaines installations du site,

CONSIDÉRANT que la configuration actuelle de la barrière hydraulique est principalement déterminée par les besoins en eaux de l'usine lors de son exploitation mais que cette configuration n'est pas optimisée en terme de débit et de durée d'utilisation pour la gestion des pollutions présentes sur le site,

CONSIDÉRANT que la décharge constitue potentiellement une source de pollution qui doit être décrite finement et traitée pour préserver la qualité des eaux souterraines,

CONSIDÉRANT qu'il convient de prescrire les mesures permettant de réduire les sources de pollution pour garantir la qualité des eaux souterraines,

CONSIDÉRANT que les dangers et inconvénients mis en évidence par les récentes études produites par l'exploitant portent atteinte ou menacent de porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement et en particulier la ressource en eau potable, que cette situation nécessite la mise en œuvre des dispositions correctives,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société PETROPLUS RAFFINAGE REICHSTETT, ci-après désignée par : « l'exploitant », est tenue de se conformer aux prescriptions définies ci-dessous concernant le site de la raffinerie située CD 37 à Reichstett.

Article 2 – Démantèlement des installations

Sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse à l'administration un planning des opérations de démantèlement. Le phasage des travaux sera programmé pour permettre les délais les plus resserrés au regard des contraintes techniques des opérations. Une version révisée du planning est adressée à l'administration suite aux mises à jour, en particulier une fois tous les 2 mois à compter du début des travaux.

Article 3 – Barrière hydraulique

Sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant soumet à l'administration une étude proposant une re-configuration de la barrière hydraulique. Cette barrière est de nature à prémunir la qualité des eaux souterraines en aval hydraulique du site exploité sur la base d'un débit de pompage nécessaire et suffisant. L'étude propose une barrière composée de plusieurs points de prélèvement et justifie de la configuration idéale en fonction des différentes phases de travaux sur le site.

L'étude fixe et propose les modalités de traitement et de rejet des eaux extraites pour les produits dissous dans les eaux souterraines et provenant du site. Cette étude étudiera l'impact de ce rejet sur le milieu récepteur. Elle proposera pour ces polluants des seuils de rejets compatibles avec les réglementations en vigueur et avec l'impact sur le milieu récepteur. Elle propose enfin une reconfiguration du réseau piézométrique pour assurer une surveillance efficace de la qualité des eaux souterraines et des sources de pollutions, en particulier la décharge.

L'exploitant proposera la mise en place d'un réseau piézométrique d'alerte précoce sur d'éventuelles migrations de produits dissous hors du site exploité au sens de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2008.

L'exploitant proposera une stratégie de gestion de la barrière hydraulique basée sur une diminution progressive des débits pompés avec pour objectif un arrêt total à terme tout en maîtrisant la migration des produits dissous.

L'exploitant soumet son étude à un tiers expert choisi en accord avec l'administration. L'avis du tiers expert et une proposition d'un échéancier de mise en œuvre si une solution nouvelle est nécessaire sont remis à l'administration sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 – Traitement des sources de pollution

Traitement des flottants

Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet le complément de diagnostic précisant l'étendue des flottants sur le site.

Sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet une étude décrivant les dispositifs à mettre en place pour permettre une élimination des flottants en 5 ans maximum.

Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à la mise en œuvre de pilotes permettant de mettre au point les techniques de dépollution qui seront mises en œuvre.

L'exploitant met en place le dispositif actif de traitement des hydrocarbures flottants sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté dans les zones rendues accessibles. Pour les autres zones, il est mis en place dès le démantèlement des installations.

Traitement des produits dissous dans les eaux souterraines

Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à l'étude des techniques actives de dépollution des produits dissous dans les eaux souterraines. Sur la base d'un diagnostic de l'état de la pollution de la nappe, cette étude précisera pour chaque technique de dépollution proposée, la durée nécessaire pour l'atteinte de la potabilité des eaux souterraines en limite du site exploité au sens de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2008 pour les polluants provenant du site.

Sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à la mise en œuvre de pilotes permettant de mettre au point les techniques de dépollution qui seront mises en œuvre.

Retour d'expérience

L'exploitant rend compte à l'administration du retour d'expérience à travers un document décrivant le dispositif envisagé pour la phase opérationnelle du traitement des sources de flottant et des produits dissous dans les eaux souterraines. Il devra comprendre un planning de mise en œuvre du dispositif envisagé. Ce document est soumis à un tiers expert, choisi en accord avec l'administration. L'ensemble des documents est remis à l'administration à l'échéance du 1er décembre 2012.

Le pompage des eaux extraites par la barrière hydraulique est maintenu dans les conditions visées à l'article 3 tant que le dispositif de traitement des produits dissous n'est pas mis en place.

L'exploitant mettra en œuvre ce dispositif au cas où des migrations de produits dissous viendraient à se produire, de manière à garantir les seuils de potabilité en limite foncière du site.

Article 5 – Sécurisation durable de la décharge

A l'échéance du 29 février 2012, l'exploitant adresse à l'administration les compléments d'études permettant de déterminer les conditions d'une sécurisation durable de la décharge. Ces compléments comporteront la caractérisation par analyses de tous les types de polluants présents dans la décharge, dans les eaux superficielles et dans les eaux souterraines en aval de celle-ci.

Les travaux de sécurisation de la décharge, comportant si nécessaire une excavation et une élimination des matières potentiellement actives telles que des déchets de catalyseurs, sont ensuite menés avant le 1er décembre 2012.

Article 6– PUBLICITÉ

Conformément à l'article R 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Reichstett et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 7 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la Société Petroplus Raffinage Reichstett.

Article 8 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 – EXÉCUTION - AMPLIATION

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
 - Le Maire de la ville de Reichstett
 - Le Sous-Préfet, Secrétaire général adjoint chargé de l'arrondissement chef-lieu, et de la Politique de la ville,
 - Le Directeur départemental de la sécurité publique,
 - Les inspecteurs des installations classées de la DREAL,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société Petroplus raffinage Reichstett

LE PRÉFET,



Pierre-Etienne BISON

Délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 1 an à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).

